

Adresse aux rebelles

sur les dernières opérations « antiterroristes » en France

« La visibilité est à fuir. Mais une force qui s'agrège dans l'ombre ne peut l'esquiver à jamais. Il s'agit de repousser notre apparition en tant que force jusqu'au moment opportun. Car plus tard la visibilité nous trouve, plus forts elle nous trouve. Et une fois entré dans la visibilité, notre temps est compté. Soit nous sommes en état de pulvériser son règne à brève échéance, soit c'est lui qui sans tarder nous écrase. »

Comité Invisible, *L'Insurrection qui vient* (p. 103)

Camarades,

Depuis un an, la répression « antiterroriste » a fort logiquement *commencé de s'étendre* à ceux que la police politique a mis en fiches sous l'étiquette « anarcho-autonomes ». Des activistes de cette « mouvance », soupçonnés d'avoir commis des délits de droit commun, subissent désormais eux aussi l'enfer kafkaïen des rafles policières, des gardes à vue interminables, des interrogatoires à répétition, des tribunaux spéciaux et des détentions arbitraires, enfer qui il y a peu était encore réservé aux musulmans des cités, dans le cadre de la redoutablement efficace politique de l'Épouvantail « terroriste islamiste ».

Si chacun, jusqu'au plus légaliste des électeurs de gauche, ne peut que s'inquiéter de cette extension de la répression, qui annonce le jour prochain où la moindre expression de révolte, voire de simple mécontentement, sera perçue comme une manière de nuire sournoisement à la bonne marche de la production, donc assimilée à une tentative de sabotage, et donc finalement à du « terrorisme », il importe que tous ceux qui se considèrent aujourd'hui comme ennemis de l'État ne s'en tiennent pas à ces déprimantes évidences, mais tirent au plus vite les leçons stratégiques de ces événements, dans le but de *développer durablement la subversion*. Alors seulement le « sacrifice » bien involontaire des activistes « anarcho-autonomes » n'aura pas été vain, et aura peut-être même été un très grand service rendu à la cause de la liberté et de la vérité. De plus, tout ce que l'on peut savoir du fonctionnement de la « justice antiterroriste » française incite à penser qu'en ce genre d'affaires, la meilleure défense est toujours *l'attaque* : comme l'ont aussi prouvé en 2003 les habitants de Luri, en Corse, qui ont su faire plier cette même « justice » en prenant d'assaut la gendarmerie !

* * *

En donnant consigne aux médias de cracher sur-le-champ leur bave empoisonnée sur les présumés saboteurs « anarcho-autonomes » de ces fameux caténaires de TGV, la ministre de l'intérieur, aveuglée par sa notoire haine hystérique de tout ce qui ressemble à un gauchiste-drogué-chevelu aussi bien que par sa soif de gloriole « sécuritaire », négligeait cette élémentaire précaution de l'« antiterrorisme » : obtenir d'abord *des preuves*, quitte à les fabriquer, et mieux encore *des aveux*, quitte à les extorquer sous la torture. C'est ainsi en effet que l'on prévient aujourd'hui les réactions irrationnelles de « l'opinion publique », qui prend si facilement fait et cause pour les innocentes victimes de l'arbitraire policier. La balourdise de la ministre aura ainsi d'abord abouti à informer le grand public que des misérables *soupçons*, assortis peut-être d'une abjecte *délation anonyme*, suffisent à traiter un groupe d'affables jeunes gens comme une « cellule » clandestine de monstres terroristes. Et l'on ne peut que se réjouir de voir enfin reprise la dénonciation de cette *paranoïa d'État* dans le contexte d'une vaste campagne de soutien animée par tout un éventail de braves villageois, de bons citoyens, d'intellos mondains et autres élus de gauche, qui jusqu'il y a peu n'auraient même pas songé remettre un jour en cause le bien-fondé des opérations « antiterroristes ».

Si cette campagne *citoyenne* de soutien contribue utilement au nécessaire *discrédit* de la propagande étatique, on peut cependant regretter de la voir *minimiser*, voire *nier*, dans un souci de chicane procédurière, la menace subversive bien réelle que constitue la récente recrudescence, signalée à juste titre par la police politique, de diverses actions – notamment de sabotage – menées par des « groupes affinitaires » autonomes composés d'individus diversement influencés par les théories et les pratiques anarchistes, communistes libertaires, situationnistes, que l'on peut définir comme la frange radicale du « mouvement antimondialisation ». Et si rien n'interdit, bien sûr, d'y croiser ici ou là quelqu'un pouvant sembler correspondre au méchant *portrait-robot* diffusé par les médias, décrivant un petit Blanc fils-à-papa bardé de brillants diplômes situationnistes et gavé de fumeuses théories universitaires – à moins que ce ne soit le contraire –, il importe d'autant plus de faire maintenant savoir, par tous les moyens disponibles, que cette « mouvance anarcho-autonome » – et ce quelle que soit la validité que l'on accorde à cette étiquette, qui est certes d'origine policière, mais qui après tout n'a rien de déshonorant – concerne bien au-delà des « trois à quatre cents » activistes pointés par la police, puisque, bien au-delà de tout « activisme » routinier, elle englobe d'abord des milliers de chômeurs exigeants, de précaires insoumis, d'ouvriers déchaînés, d'employés déprogrammés, de bandits scrupuleux, qui ont tout simplement lu certains textes, visité certains sites Internet, croisé parfois certaines personnes, mis une fois les pieds dans certains lieux, participé à certains rassemblements... bref, toute une *racaille politisée* qui ne partage pas, tant s'en faut, toutes les préoccupations de brillants-sujets élevant chèvres, poules et enfants dans une communauté bucolique, mais qui risque tout autant – sinon davantage – d'être réprimée sous le couvert de la même *appellation contrôlée*. C'est pourquoi, à la propagande provocatrice du système, qui accumule les amalgames grossiers, les insinuations calomnieuses, les généralisations abusives, nous

avons choisi de répondre par le renforcement de notre propagande, qui, aussi loin des grandes envolées du lyrisme insurrectionnaliste que des subtilités dialectiques de la théorie désincarnée, n'est jamais rien d'autre que la diffusion de *vérités qui dérangent*.

* * *

L'État sarkozyste, confronté depuis Novembre 2005 à une déferlante sans précédent d'émeutes urbaines, d'actions de sabotage tous azimuts et d'outrages divers aux symboles de la Nation, et piloté comme chacun sait par des criminels et des imbéciles, navigue à vue, désespérant de mettre fin à une mutinerie qui se généralise : car rien ne parvient plus à freiner *le retour de la lutte de classe*, ni les milliers de rebelles envoyés pourrir, au moindre pet de travers, dans des taules sordides et surpeuplées, ni l'application des « peines planchers », ni la réouverture de bagnes pour mineurs, ni le quasi-état de siège en vigueur dans les cités les plus agitées, ni la vidéosurveillance embarquée dans les drones et les hélicoptères, ni les milices armées de tasers...

Dans ces conditions, on comprend aisément la nécessité dans laquelle se trouve l'État de recourir de plus en plus fréquemment à *l'arbitraire légalisé* des procédures « antiterroristes », ce sinistre dispositif – qui bafoue jusqu'au droit international – que les fonctionnaires zélés de la DST ont patiemment construit depuis le premier ministre Pasqua, en 1986, le renforçant en 1996, après une série de sanglants attentats attribués à des « islamistes » (mais commis en réalité sur ordre des services secrets algériens, en parfaite complicité avec la DST), lui donnant enfin sa pleine mesure dans la foulée du 11 septembre, et qui a broyé impitoyablement l'existence de centaines de jeunes paumés vaguement musulmans, de ratés à la recherche d'une fierté dans l'intégrisme, ou simplement de pauvres bougres, désignés pour tenir le rôle de « djihadistes » dans des spectacles « sécuritaires » et/ou diplomatiques plus ou moins grossiers – du pseudo-« réseau Chalabi », en 1994, aux pseudo-« filières tchéchènes » et autres pseudo-« Groupe islamique combattant marocain » des dernières années. * Avec l'« antiterrorisme », on a pu voir la France de l'après-68 restaurer jusqu'à *la lettre de cachet*, dans l'indifférence générale. Et c'est précisément parce qu'il ne s'est trouvé presque personne, y compris dans la « mouvance anarcho-autonome », pour dénoncer publiquement les scandaleuses persécutions dont ces « islamistes » ont été les premières victimes, que l'État peut s'en prendre aujourd'hui à des jeunes gens de bonne famille, sans religion et bien intégrés, mais étiquetés contestataires extrémistes. On ne doute pas que bien d'autres suivront.

Le climat d'« insécurité » diffuse qui a résulté – entre autres – des montages de la DST ayant bien sûr grandement contribué à l'installation à la tête de l'État de l'avorton de Neuilly, celui-ci, pas ingrat, lui a offert en retour, par le biais d'une fusion-absorption, sous nouvelle raison sociale (Direction centrale du renseignement intérieur, DCRI), de faire main basse sur l'ensemble des données – fichiers, sources, analyses... – de l'ancienne police politique qu'était la DCRG. Cette nouvelle entité, qui met les immenses moyens des ex-RG – dont notamment un impressionnant réseau de mouchards – au service des manipulateurs pervers, tortionnaires et assassins de l'ex-DST, apparaît ainsi d'emblée comme l'aboutissement de l'institution d'une *police totalitaire*, nécessaire à l'achèvement de la domination spectaculaire-intégrée dans les pays de l'ancien « monde libre » démocratique-bourgeois. Camarades, méfiez-vous de ceux parmi vous qui minimisent ces terribles conséquences de la modernisation du capitalisme, ce sont peut-être des provocateurs infiltrés !

Force est de constater que toute cette implacable machinerie souterraine n'est en rien un défaut périphérique du système, auquel il serait aisé de remédier par quelques énergiques réformes ; puisqu'elle a très précisément pour fonction d'interdire toute possibilité de réforme authentique, qui ne pourrait que nuire aux intérêts de l'État, c'est-à-dire aux profits de la classe dirigeante mondialisée. Car c'est sur toute l'étendue de la planète que la broyeuse « antiterroriste » fait des lois, exige toujours plus de Phynance, toujours plus de victimes – à la trappe ! à la trappe ! –, et tue tout le monde avant de s'en aller (voyez tous ces Ubu régner en Algérie, en Colombie, en Tchétchénie, en Irak et ailleurs !). Mais chacune de ses victimes lui crée aussi partout des ennemis mortels, qui ont perdu toute trace de confiance en l'État, en sa « sécurité », en sa « justice », en sa « démocratie », en tout son spectacle. Bref, l'État moderne se meut dans un cercle vicieux : sa répression brutale et absurde accroît la révolte contre lui, de sorte que seule une répression accrue peut prévenir une plus vaste explosion de révolte. C'est alors que bruissent les rumeurs d'insurrection...

CAMARADES, NE LA JOUEZ PAS PROFIL BAS SOUS LES COUPS DE MATRAQUE MÉDIATICO-POLICIERS DE LA RÉPRESSION « ANTITERRORISTE », MAIS DÉNONCEZ-LA HAUTEMENT, PARTOUT, EN TOUTE OCCASION, PAR LA PAROLE ET PAR L'ACTION, POUR CE QU'ELLE EST : L'INDISPENSABLE INSTRUMENT DE LA MONDIALISATION CAPITALISTE, SPÉCIALEMENT FORGÉ POUR INTOXIQUER LES MASSES ET SE DÉBARRASSER EN MÊME TEMPS DES INDÉSIRABLES, ET LA PREUVE PAR NEUF QU'IL FAUT ABOLIR L'ÉTAT PAR LA CONTRE-VIOLENCE RÉVOLUTIONNAIRE !

VIVE L'ANARCHIE ! VIVE LA LIBERTÉ !

Paris, le 8 décembre 2008
Éditions Antisociales

* Sur les plus anciennes de ces affaires, on consultera avec profit l'ouvrage de Mohammed Samraoui *Chronique des années de sang* (Paris, éd. Denoël, 2003) et le travail de Lounis Aggoun et Jean-Baptiste Rivoire, *Françalgérie, crimes et mensonges d'États* (Paris, 2004, éd. La Découverte) ; sur les plus récentes, on se reportera évidemment d'abord au plus récent rapport de synthèse, établi par les excellents chercheurs de l'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, et bien entendu passé sous silence par la totalité des médias français (hormis quelques entrefilets falsificateurs) : *La Justice court-circuitée, les lois et procédures antiterroristes en France* (New York, juillet 2008, en libre téléchargement sur le site de l'organisation). Au fait : le tarif aujourd'hui pour un Arabe innocent, c'est sept ans ferme.